


CÔTE D'IVOIRE PRÉSIDENTIELLE 2010

DANS LA TÊTE DE LAURENT GBAGBO

L'ex-président ivoirien n'a jamais envisagé sa défaite. Battu par les urnes, dos au mur, il s'est retrouvé sans plan B. Si ce n'est le passage en force. Récit exclusif.




FRANÇOIS SOUDAN

Les hommes de pouvoir n'ont de secrets ni pour leur valet de chambre ni pour leur graphologue. Ceux qui pensaient que Laurent Gbagbo allait se soumettre au verdict des urnes et qui s'étonnent de le voir, dix jours plus tard, vissé sur son fauteuil présidentiel comme une huître à son rocher, submergé par la marée des condamnations internationales, en seraient moins surpris s'ils avaient en tête cette analyse graphologique, réalisée il y a quatre ans sur la base d'un manuscrit échappé du Palais de Cocody. Il y est question d'un homme qui « s'identifie complètement à son personnage sans se dévoiler pour autant à titre personnel », qui répond au doute par « l'attaque » et « l'orgueil », sur qui « l'affectif et la sensibilité n'ont pas de prise », qui ne « s'avoue

jamais vaincu », qui « joue sur son autoritarisme et son besoin de puissance », dont l'égo et la détermination composent « une personnalité de style paranoïaque » avec un mode de conduite à la fois profondément structuré et définitivement inamovible. Et ment-il à lui-même, lui qui entretient avec la vérité des rapports fluctuants maintes fois dénoncés par ses adversaires et partenaires ? Rien n'est moins sûr. Mais, même s'il sait que ses probabilités de survie au pouvoir sont à terme totalement hypothétiques, cette posture de « Gbagbo contre le monde entier » est sans doute celle où il puise le plus de ressources intimes. Dos au mur, réapparaît alors Gbagbo le Bété, héritier de six siècles d'enracinement en terre d'Eburnie et d'une longue histoire de résistance minoritaire à la conquête puis à l'occupation coloniale française. Gbagbo l'opposant, ►►►

►►► persuadé d'incarner un « nouvel ordre » et la seconde indépendance, la seule vraie, de la Côte d'Ivoire. Gbagbo le nationaliste, contraint comme il le dit de « faire la révolution de 1789 sous le contrôle d'Amnesty International » et qui, face aux « candidats

de l'étranger », aux blindés blancs de l'ONU et aux injonctions de la communauté internationale, clame que son pays « n'est pas recolonisable ». Réapparaît « Seplou », son surnom du village, l'oiseau qui avertit du danger et annonce la guerre. Comme Robert

Mugabe, comme la plupart des chefs d'État quand ils sont confrontés aux diktats politiques, économiques ou judiciaires du Nord – Cour pénale internationale, critères démocratiques de la bonne gouvernance, biens mal acquis... –, Laurent Gbagbo joue donc, mi-sincère mi-calculateur, sur le registre d'un patriotisme afrocentriste qui est loin d'être obsolète auprès d'une partie de l'opinion continentale. Le problème évidemment est que plus d'un Ivoirien sur deux ne se reconnaît pas dans cette démarche, que même s'il ne s'y est résigné qu'à contrecoeur, il a bien accepté que cette élection se tienne sous étroite observation extérieure, et que la CEI, dont il prévoyait à l'avance qu'elle avaliserait une mesure « inévitable » mais néanmoins « acceptable » de fraudes, en dise les résultats. Le problème enfin est qu'en cas de défaite, inenvisageable à ses yeux tant cette humiliation lui est insupportable, le phacochère blessé qu'il est devenu n'a jamais eu d'autre plan B à sa disposition que le passage en force...

AKÉ N'GBO : UNIVERSITAIRE ET PREMIER MINISTRE

LA BARBE ET LES CHEVEUX SONT ABONDANTS, le regard est vif et un peu intimidé derrière des lunettes rondes. Dans un des salons de la résidence officielle de Laurent Gbagbo, le professeur Gilbert Marie Aké N'Gbo, tout nouveau Premier ministre, se livre à sa première séance officielle de prise de photographies. Il est revenu toutes affaires cessantes d'une mission universitaire au Bénin, où il se trouvait quand il a été informé de sa nomination.

Universitaire, Aké N'Gbo l'est avant toute autre chose. Né en 1955 à Abidjan, il a obtenu son doctorat d'État en sciences économiques en 1991 à l'université de Toulouse. Spécialisé en économétrie et en économie de la régulation, il est doyen de l'unité de formation et de recherche en sciences économiques et de gestion de 2001 à 2007. Ses étudiants se souviennent de lui comme d'un homme structuré et rigoureux, qui a instauré des cours de rattrapage le week-end dans le contexte des grèves à répétition pour éviter des années académiques à rallonge. Avant sa nomination, Aké N'Gbo était le président élu de l'université de Cocody, à Abidjan. Cette année, il a été le président du comité scientifique des colloques sur le cinquantenaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Jusqu'à présent, Aké N'Gbo n'a jamais revendiqué le moindre engagement politique, même si la presse d'opposition le considère comme un proche de Simone Gbagbo, la première dame.

Pourquoi lui ? Certains observateurs notent qu'il est un Akan du Sud, de l'ethnie attié, originaire de la région de l'Agnéby, proche d'Abidjan, où Gbagbo a fait ses meilleurs scores au premier et au second tours. Sa nomination pourrait donc obéir à une géopolitique de la récompense.

Quelques analystes de la vie politique ivoirienne estiment quant à eux que le président Gbagbo a voulu envoyer un message clair à l'opinion. Aké N'Gbo, qui se décrit comme « un serviteur de l'État et de la République », est assez éloigné du panier de crabes politicien de la Côte d'Ivoire de ces dernières années. Il incarne une sorte de renouvellement de la classe dirigeante. « Il est assez piquant de remarquer que, de l'autre côté, Ouattara choisit un ex-étudiant qui a à peine sa licence et qui n'a jamais travaillé, quand Gbagbo choisit le meilleur de l'aristocratie universitaire en Côte d'Ivoire », glisse, féroce, un dignitaire du Front populaire ivoirien (FPI).

Dès le premier Conseil des ministres, Aké N'Gbo a révélé les grands axes de ce qu'il a appelé sa feuille de route : la gouvernance, l'éducation et la santé. Il n'a pas évoqué la crise inédite qui secoue actuellement son pays. Ce dossier, on l'a compris, est avant tout du ressort de Laurent Gbagbo lui-même. ■

THÉOPHILE KOUAMOUO, à Abidjan



Au palais présidentiel, le 7 décembre.

WATERLOO ÉLECTORAL

Comment Laurent Gbagbo a-t-il bu le calice de son Waterloo électoral ? Pourquoi a-t-il décidé de s'enfermer dans son Fort Chabrol de Cocody et de tenir tête à l'Histoire ? Jusqu'où ira-t-il ? Le récit exclusif des cinq jours qui ont fait basculer la Côte d'Ivoire, vu de l'intérieur du bureau présidentiel et reconstitué à partir du témoignage des proches du chef de l'État sortant, éclaire d'un jour singulier une fin de règne lugubre et parfois surréaliste.

>>> Dimanche 28 novembre, 23 heures.

Dans son QG de campagne du quartier d'Adoban, à Abidjan, Laurent Gbagbo a le sourire. Selon les informations en sa possession, la clé du scrutin – le report des voix de l'électorat d'Henri Konan Bédié – tourne dans le bon sens. Les chiffres, tout au moins ceux qui lui parviennent, le donnent en tête avec 52 % des voix, contre 48 % à Alassane Ouattara. « Vous voyez bien, lâche le président. Je savais que la greffe n'allait pas prendre. » Ce qu'il ignore, bien sûr, c'est qu'au même moment son rival a en mains des estimations radicalement inverses en provenance de la CEI (57 % en sa faveur).



Avec Simone Gbagbo, lors de l'investiture.

ÉMILIE RÉGNIER POUR JA

Et que, dans sa suite du Golf Hôtel, le Premier ministre Guillaume Soro est en train de basculer. Soro, qui a pourtant cru en Laurent Gbagbo avant le premier tour du 31 octobre et peut-être voté pour lui, puis senti la montée en puissance de Ouattara, est très remonté contre celui qui le qualifiait pourtant, il y a à peine deux mois, de « meilleur de mes Premiers ministres ». Motif : le brusque durcissement de la campagne électorale du président sortant entre les deux tours. Simone Gbagbo, qui a pris les rênes, a cru bon de fustiger à longueur de discours les « fauteurs de guerre » des Forces nouvelles, qui ont voulu « éliminer » son mari pour le compte de Ouattara. Or, les FN, c'est la base et la matrice de Guillaume Soro, lequel n'a en outre pas apprécié la proclamation unilatérale du couvre-feu. « Rien qu'en annonçant cela à la télévision, Gbagbo s'est tiré une balle dans le pied : il a perdu quatre points en cinq secondes ! » fulmine-t-il.

»» Lundi 29 novembre, 20 heures.

Devant ses proches, Gbagbo paraît un peu moins sûr de lui. Tout le monde, à l'extérieur, commente la victoire annoncée de son adversaire, mais nul n'ose lui en parler. « On devrait gagner, confie-t-il. Mais il y a des fraudes, plus graves que ce que j'avais prévu. » Un peu plus tard, il téléphone à son voi-

sin et facilitateur de la crise, le président burkinabè Blaise Compaoré, puis raconte sa conversation. « Je lui ai dit : "Blaise, on me signale des mouvements de tes troupes à nos frontières." Il me répond : "Ah bon ? Quelles troupes ?" Je rétorque : "Tu n'es pas au courant ?" Il réfléchit un peu, puis me dit : "Oui, je vois ce que c'est, ce sont des petites manœuvres avant les célébrations de notre cinquantenaire le 11 décembre à Bobo-Dioulasso." Je réponds : "Tu ne pourrais pas les faire ailleurs ? Ça m'arrangerait. On a rigolé". » Vers 22 heures, un visiteur informel, go-between entre les deux camps, glisse à l'oreille du président que Guillaume Soro a décidé de le quitter et de rallier Alasane. « C'est impossible, il ne peut pas ! Ce serait trahir ! » s'exclame Gbagbo, « dites-lui de venir me voir immédiatement. » Trente minutes plus tard, le Premier ministre arrive et s'engouffre dans le bureau présidentiel. Rien ne filtre, mais tout laisse à penser qu'aucun des deux hommes n'a véritablement crevé l'abcès.

»» Mardi 30 novembre, 19 heures.

Nady Bamba, la seconde épouse du chef, n'en démord pas. Elle a rencontré secrètement un collaborateur très pro-

che de Soro et en a tiré l'impression que « Guillaume ne va pas [les] lâcher. » En pleurs, elle ajoute : « Ils vont arranger les choses, Allah est avec nous ! » Arranger ? Entre nuit et brouillard, l'heure est aux intermédiaires de l'ombre. Un riche homme d'affaires de la région installé à l'hôtel Pullman, qui

Personnalité de style paranoïaque, Gbagbo ne s'avoue jamais vaincu.

a ses entrées à la primature comme à la présidence, fait ainsi d'étranges propositions de compromis entre les deux hommes. « Tout est négociable », répète-t-il, et le plus étonnant est qu'il est apparemment mandaté pour le faire. Informé, Gbagbo refuse : « C'est un piège ! » Gbagbo qui, désormais, hésite et semble douter. « Nous sommes à 50-50, confie-t-il, mais je m'accrocherai. » Sans doute pense-t-il désormais à mettre en œuvre son plan de sauvetage : tout faire pour empêcher la CEI de proclamer les résultats « biaisés » et passer la main au Conseil constitutionnel. Au Golf Hôtel, Soro, lui, ne doute plus. Avec ses proches, il choisit le nom de son futur parti : ce sera le FND, Forces nouvelles démocratiques.

>>> Mercredi 1^{er} décembre, 19 heures.

Dans la cour de la présidence, à Cocody, l'entourage de Laurent Gbagbo arbore des mines renfrognées, limite agressives. Ici, l'étranger au carré des fidèles n'est pas le bienvenu. « L'Angola a connu vingt-sept ans de guerre civile, nous n'en sommes qu'à la hui-

tième, nous tiendrons encore dix-neuf ans », lâche un officier. Il est 20 heures quand un visiteur livre enfin au chef ce que nul depuis deux jours n'a eu la volonté de lui dire : les chiffres que la CEI s'appête à rendre publics le donnet battu : « Tu as 46 % ». Gbagbo accuse le coup, puis se reprend : « Cela ne m'étonne pas. La CEI a toujours été contre moi. Choi et l'Onuci vont passer l'éponge sur les fraudes car elles sont du bon côté », dit-il.

l'éponge sur les fraudes parce que la fraude est du bon côté, celui de Ouattara. Mais la CEI n'est qu'un outil technique. L'outil juridique, c'est le Conseil constitutionnel. La loi prime, et la loi ce sont les Blancs qui l'ont faite. Je ne céderai pas. » Puis il décroche son téléphone : « appelez-moi le Premier ministre ». Gbagbo à Soro : « Viens, je t'attends. » Soro : « Mais je suis avec Choi. » Gbagbo : « Laisse-le et viens me voir. » Soro est en route. Prévenue, la garde à l'extérieur

fait savoir qu'elle ne le laissera pas approcher : « Pas question qu'il voit le chef ! » Laurent Gbagbo doit réitérer ses ordres. L'entretien qui suit entre les deux hommes est tendu. Ils parlent des fraudes et le président fait savoir qu'il est hors de question à ses yeux que la CEI proclame les résultats avant minuit : « Je ne les reconnaitrai pas. » Derrière la porte entrebâillée, des pro-

ches de Gbagbo ne perdent pas une miette de la conversation et, comme s'ils doutaient de la détermination de leur chef, font non de la tête dès que Soro prend la parole. Plus tard dans la nuit, de retour à l'hôtel, Guillaume Soro expliquera que Laurent Gbagbo lui est apparu « fatigué, désorienté », et que, dans ces conditions, il n'a pas eu le courage de lui confirmer qu'il avait bel et bien perdu la partie. Les ponts sont coupés. Ils ne se reverront plus.

>>> Jeudi 2 décembre, 14 heures. Le délai imparti à la CEI pour annoncer les résultats étant théoriquement clos depuis la veille, une course de vitesse s'est engagée entre les deux camps. Alassane Ouattara téléphone au chef de l'Onuci, Choi Young-jin, pour lui demander d'abriter dans ses locaux la conférence de presse de Youssouf Bakayoko, le président de la CEI, qui doit proclamer les résultats provisoires. Refus de Choi : « Non, pas chez moi, ce ne serait pas opportun. » Ce sera

Quand les derniers amis vous quittent...

Ils ne sont plus guère nombreux à défendre le cas Gbagbo. La détermination des présidents Obama, Sarkozy, Compaoré et Jonathan... a fait plier ceux qui hésitaient encore.

Samedi 4 décembre. « Investiture » de Laurent Gbagbo au palais. Tous les ambassadeurs en poste à Abidjan – sauf deux, ceux de l'Angola et du Liban – boycottent la cérémonie. Aussitôt, le pensionnaire du palais comprend qu'il doit desserrer l'étau. Dès le lendemain, il envoie discrètement son conseiller militaire, Bertin Kadet, chez son allié le plus fidèle, le président angolais José Eduardo dos Santos. Malgré l'embargo, les forces loyalistes doivent s'équiper au plus vite.

Le même jour, Laurent Gbagbo dépêche Zacharie Séry Bailly en Afrique de l'Ouest. Professeur d'anglais à Cocody, Séry Bailly n'a pas du tout la même feuille de route que Bertin Kadet. Au Nigeria, au Bénin, au Togo et au Ghana, il est chargé d'amadouer

quelques pays clés de la sous-région avant le sommet de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), prévu le 7 décembre à Abuja. Au Nigeria, il n'est reçu que par des sous-fifres... Mauvais signe. Surtout, quelques jours plus tôt, le 2 décembre, le ministre nigérian des Affaires étrangères, Henry Odein Ajumogobia, a vu longuement Blaise Compaoré à Ouagadougou. Pour Laurent Gbagbo, le risque d'un axe Burkina-Nigeria contre son coup de force électoral se profile.

LES «GRANDS» EN ACTION

Lundi 6 décembre. Laurent Gbagbo espère encore pouvoir compter sur deux alliés dans la sous-région : le Ghana et le Cap-Vert. Mais les « Grands » entrent en action. Barack



Obama fait savoir à John Atta-Mills, son hôte de juillet 2009, que celui-ci ne peut pas le décevoir. Nicolas Sarkozy demande au président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, de passer un petit coup de fil à Pedro Pires, son vieil ami lusophone, pour lui rappeler combien l'Europe a contribué au développement de son archipel...

donc au Golf Hôtel – pas le meilleur endroit, symboliquement et politiquement, mais tout de même en « territoire ivoirien ». En début de soirée, on apprend que le Conseil constitutionnel va proclamer ses propres résultats le lendemain. Ouattara à un émissaire : « Dis à Gbagbo que s'il revient à la raison, il ne lui arrivera rien ; je le protégerai jusqu'au bout. » Autre pensionnaire prestigieux du Golf, Henri Konan Bédié est, lui, beaucoup plus tranchant : « Gbagbo est devenu fou ; il ne tiendra pas. Dans quelques jours, l'armée et l'Onuci l'auront balayé. » L'armée... Tard dans la soirée, Laurent Gbagbo confie à un visiteur : « Je sais que Soro et ses rebelles préparent une offensive pour prendre Yamoussoukro et descendre sur San Pedro. Ils comptent sur des divisions au sein des Forces de défense et de sécurité. Mais je n'ai aucune crainte. L'armée et moi, nous avons scellé un pacte. Pour le reste, qu'ils prennent le Nord, on peut vivre sans ! »

>>> Vendredi 3 décembre, au cœur de la nuit. Au palais de Cocody, l'atmosphère est à la mobilisation et au recueillement. Des exhortations s'échappent de petits groupes de prière réunis çà et là : « Dieu protège la Côte d'Ivoire ! » La Bible et le fusil. Laurent Gbagbo, dont l'entretien téléphonique avec Nicolas Sarkozy s'est très mal passé, reçoit l'ambassadeur de France Jean-Marc Simon. « Sarkozy, c'est Chirac II ! », tonne-t-il, « Vous devez savoir que dans le droit ivoirien, c'est le Conseil constitutionnel qui prime ! Le droit, c'est vous qui l'avez inventé n'est-ce pas ? » Même s'il se dira plus tard « impressionné » par l'extrême résolution de son interlocuteur, Simon se montre ferme. « Pas de violences, pas de sang versé, aucun Français ne doit être touché », répète-t-il. Depuis le milieu de l'après-midi, le président ivoirien a brûlé ses vaisseaux. Le Conseil constitutionnel l'a déclaré élu sans même tenir compte

de l'article 64 du Code électoral ivoirien, révisé en 2008 et qui prévoit qu'au cas où le Conseil « constate des irrégularités graves de nature à entacher la sincérité du scrutin et à en affecter le résultat d'ensemble », il doit prononcer « l'annulation de l'élection présidentielle » (et non pas l'identité du vainqueur), un

« Si Ouattara veut le fauteuil, il faudra d'abord qu'il me passe sur le corps ! »

nouveau scrutin devant être organisé « au plus tard quarante-cinq jours » à compter de la date de cette décision.

NON AU PRIX NOBEL DE LA SOUMISSION

Cette nuit-là, « Seplou » est seul dans son bureau. Un maître d'hôtel lui a apporté un verre d'eau et un sandwich jambon-beurre. Sa large chemise Paté o flotte un peu. Il est fatigué, amaigri, mais ses yeux s'animent d'une étrange lumière quand il se lance, devant un proche qu'on vient d'introduire, dans un long monologue. « Eh bien quoi ? Pourquoi céder ? Pourquoi partir ? Pourquoi qu'on me décerne le prix Nobel de la soumission ? Pour qu'on me cite en exemple devant les écoliers de France et que l'on dise : voilà la preuve que la démocratie à la française ça marche jusqu'au fin fond de l'Afrique ? Eh bien non. Cette élection démontre que la démocratie ici, ça ne marche pas encore. Où est le vote moderne, quand l'imam donne des consignes à la mosquée et que tous ses fidèles le suivent comme un seul homme ? Où est la démocratie, quand tout le monde triche ? La Côte d'Ivoire est en phase d'apprentissage démocratique et c'est à moi, Laurent Gbagbo, de la guider jusqu'à ce que la leçon soit apprise. Alors, bien sûr, on va me condamner. Les Américains, les Français vont me condamner. Je ne suis pas Israël, je ne suis pas Moubarak, je ne suis pas Karzaï. Je ne suis qu'un Africain. Mais je résisterai. J'ai le cuir épais. Bédié s'est couché. Moi, je ne laisserai jamais Alassane Ouattara diriger la Côte d'Ivoire. S'il veut mon fauteuil, il faudra d'abord qu'il me passe sur le corps ! » Dehors, les crapauds-buffles qui hantent les rives glauques de la lagune Ébrié coassent à l'unisson. La messe est dite. ■

Johnson-Sirleaf, le Burkinabè Blaise Compaoré, le Ghanéen John Atta-Mills et le Togolais Faure Gnassingbé. Petite surprise : le représentant spécial de l'ONU en Côte d'Ivoire, Youn-jin Choi, vient expliquer pourquoi il a certifié la victoire d'Alassane Ouattara. Les sept approuvent. Huis clos, déjeuner. En quatre heures, la messe est dite : « Laurent Gbagbo doit rendre le pouvoir sans délai. » La Côte d'Ivoire est suspendue. Réaction du journal Notre Voie, à Abidjan : « C'est le sommet des comploteurs ».

Mercredi 8 décembre. Après l'Afrique du Sud, la Russie lâche à son tour le camp Gbagbo. Est-ce l'effet d'un coup de téléphone de Nicolas Sarkozy à Dmitri Medvedev ? Plus sûrement, Moscou ne veut pas se fâcher avec le grand Nigeria. Le lendemain, l'Union africaine annonce la suspension de la Côte d'Ivoire. À Abidjan, Alcide Djédjé, le nouveau ministre des Affaires étrangères de Laurent Gbagbo, peut fulminer contre « l'Onu à la dérive ». Mais, quand il sollicite une audience chez Blaise Compaoré, celui-ci fait répondre que son emploi du temps est trop chargé... ■

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE



Sommet à Abuja de la Cedeao, le 7 décembre. Le président du Nigeria, Goodluck Jonathan, a mené la charge contre Gbagbo.

AFOLABI ISOTUNDE/REUTERS

Mardi 7 décembre. Le chef de l'État nigérian, Goodluck Jonathan – qui préside la Cedeao –, est pressé d'en finir. Pour gagner du temps, il organise le sommet au pavillon d'honneur de l'aéroport d'Abuja. Six de ses pairs d'Afrique de l'Ouest ont répondu à l'invitation : le Sénégalais Abdoulaye Wade, le Malien Amadou Toumani Touré, la Libérienne Ellen



Alassane Ouattara dans les jardins du Golf Hôtel, le 8 décembre.

REPORTAGE

La République du Golf

C'est installé dans un hôtel d'Abidjan que le président « élu » a pris ses premières décisions. Objectif : donner une réalité à son pouvoir et organiser la contre-attaque contre Gbagbo.

Un grand hôtel d'Abidjan hébergeant un palais présidentiel, une primature et treize ministères ! C'est le spectacle ubuesque donné au Golf Hôtel depuis que la Côte d'Ivoire compte deux chefs d'État. Reclus dans cet établissement de bon standing – 306 chambres climatisées et agréablement décorées offrant une vue sur la lagune Ébrie et la baie de Cocody, un jardin, un golf, une grande piscine –, le président Alassane Dramane Ouattara

(ADO), son allié, Henri Konan Bédié, et son Premier ministre, Guillaume Soro, tentent d'asseoir – bien difficilement – un pouvoir reconnu par la communauté internationale mais contesté par leurs adversaires. Pour le camp Gbagbo se joue ici la comédie d'un « roi nu » marquée du sceau de l'illégalité. L'ancienne opposition vit claquemurée et gardée par des Casques bleus de la mission de l'ONU en Côte d'Ivoire (Onuci), des soldats de l'opération française Licorne et des

hommes des Forces nouvelles (FN), les ex-rebelles. « S'ils continuent, on va leur couper l'eau et l'électricité. Ils occupent un hôtel public au frais de la princesse », prévient un baron du régime Gbagbo, qui dénonce avec gourmandise ce dispositif improbable protégeant ADO.

En attendant, le président « élu » et le chef du gouvernement organisent la résistance. Mieux, ils mènent une partie d'échecs tournée vers l'offensive. Objectif : donner une réalité à un pouvoir aux allures factices. Soro tient ses Conseils des ministres dans une grande tente climatisée de l'ONU. Devant le sas d'entrée, des militaires et gardes du corps en costume barrent la route aux journalistes et aux indésirables. À l'intérieur, le « PM » présente les dossiers urgents : défense, diplomatie, économie et communication... On prépare notamment la révocation des ambassadeurs trop fidèles au président Laurent Gbagbo, la prise de contrôle des finances publiques, la nomination des fonctionnaires dans les grandes directions de l'État. Sur une petite table attenante, Marcel Amon Tanoh, directeur de cabinet de la présidence, et Largaton G. Ouat-

tara, son homologue auprès du chef du gouvernement, prennent des notes en élèves studieux.

À la fin du premier Conseil, le 7 décembre, la presse a été autorisée à pénétrer dans ce « lieu saint ». Hamed Bakayoko, nouveau ministre de l'Intérieur, subtilise délicatement le présentoir de son collègue de l'Économie et des Finances, Charles Koffi Diby. En poste sous Gbagbo et réputé comme étant l'un de ses proches, le grand argentier est présenté comme une grosse prise de guerre puisque ce transfert pourrait signifier un contrôle sur les comptes publics. Mais celui qui a renoué le dialogue avec les bailleurs de fonds ces dernières années est absent et n'a fait aucune apparition publique depuis des lustres. « Il était là hier, mais il est reparti en mission », assure un conseiller de Soro.

CONSULTATIONS JOUR ET NUIT

Alassane Ouattara laisse une grande marge manœuvre à son Premier ministre pour mener l'action gouvernementale. Ce dernier reçoit et consulte, jour et nuit dans sa suite du cinquième étage. Quant au président « élu », il dispose de deux suites pour organiser ses réunions de travail et préserver un semblant d'intimité. À la première heure de la journée, il réunit son cabinet pour faire le point de la situation, gérer les urgences et la communication. Il est tenu au courant des activités des uns et des autres, fixe les grandes orientations, puis délègue. Ce qui lui permet de se concentrer sur sa diplomatie. ADO est souvent au téléphone, notamment avec les chefs d'État de la sous-région. Il rencontre également des ambassadeurs en poste à Abidjan. Et reste en contact permanent avec ses soutiens extérieurs, à Paris et à Washington principalement...

Dans ce nouveau temple du pouvoir, les cinq salles climatisées de l'hôtel ont été réquisitionnées. On y organise en permanence des réunions : diplomatie, défense et sécurité, finances publiques, mobilisation populaire... Tandis que les partis de la coalition houpouétiste préparent les bases de leur nouvelle formation commune. Quant aux treize ministres, ils réunissent leurs cabinets dans leurs suites dispersées dans les différentes ailes de l'hôtel. Dans la salle de conférences, les équipes de com' de la prési-

dence, de la primature et des partis multiplient les points presse sur les activités du gouvernement, la position des Forces nouvelles, la comptabilité macabre des victimes...

À tout moment de la journée, on vient rendre compte à l'ancien président Henri Konan Bédié, dont les voix du premier tour se sont largement reportées sur Ouattara. Le « sphinx de Daoukro » s'emporte régulièrement contre Laurent Gbagbo : « C'est une forfaiture, de la voyouserie, ce qu'il fait. » Il gère aussi les grincements de dents de ses cadres qui ont dû concéder la primature et plusieurs maroquins alors que l'alliance pour le second tour faisait la part belle au PDCI.

Bédié et ADO se concertent sur toutes les décisions importantes, stratégiques. Leurs épouses, Dominique et Henriette, ne passent pas une journée sans se voir.

Pour Pascal Brou Aka, animateur historique du débat télévisé entre ADO et Gbagbo, le 25 novembre, la situation est inquiétante. « Comment a-t-on pu redescendre aussi bas, se lamente-t-il. Nous avons donné une leçon de démocratie au monde entier avec ce débat. » Nommé directeur général de la Radio-télévision ivoirienne (RTI) par ADO, il a choisi de se « placer du côté de la vérité ». Et reçoit de nombreux témoignages de soutien.

Le moral des troupes est très erratique dans les couloirs du Golf Hôtel. Les conditions de travail sont loin d'être idéales. Ministres, militants, observateurs, journalistes, hommes en armes... le capharnaüm est indescriptible. Du hall d'entrée s'échappe un brouhaha assourdissant. Le va-et-vient est incessant. Le self dégage une odeur continue de crêpes, de sandwich au jambon, de jus de fruits locaux et de bières pas vraiment fraîches. Le restaurant Ébrie et le bar Le flamboyant sont pris d'assaut. « C'est difficile, reconnaît Patrick Achy, porte-parole du gouvernement et ministre des Infrastructures. Il faut vite que l'on sorte de cette situation pour travailler à la reconstruction du pays. »

Pour se détendre, certains résidents font un footing matinal. Adama Bictogo, qui a mené la campagne à Abidjan pour le RDR, se défoule sur les courts

de tennis de l'établissement. D'autres, comme Me Affoussy Bamba, porte-parole des FN, et Sidiki Konaté, bras droit de Soro, prennent l'air frais le long de la lagune Ébrie. Mais là encore leur quiétude est dérangée. Les bulldozers de l'Onuci renforcent les défenses en posant des barbelés, édifiant des monticules et plaçant des postes d'observation. À l'entrée de l'hôtel, les voitures sont fouillées. Dans l'enceinte, les patrouilles de plus en plus fréquentes. Casques bleus, soldats Licorne et

Casques bleus, soldats Licorne et Forces nouvelles... Tout le monde est le sur le qui-vive.

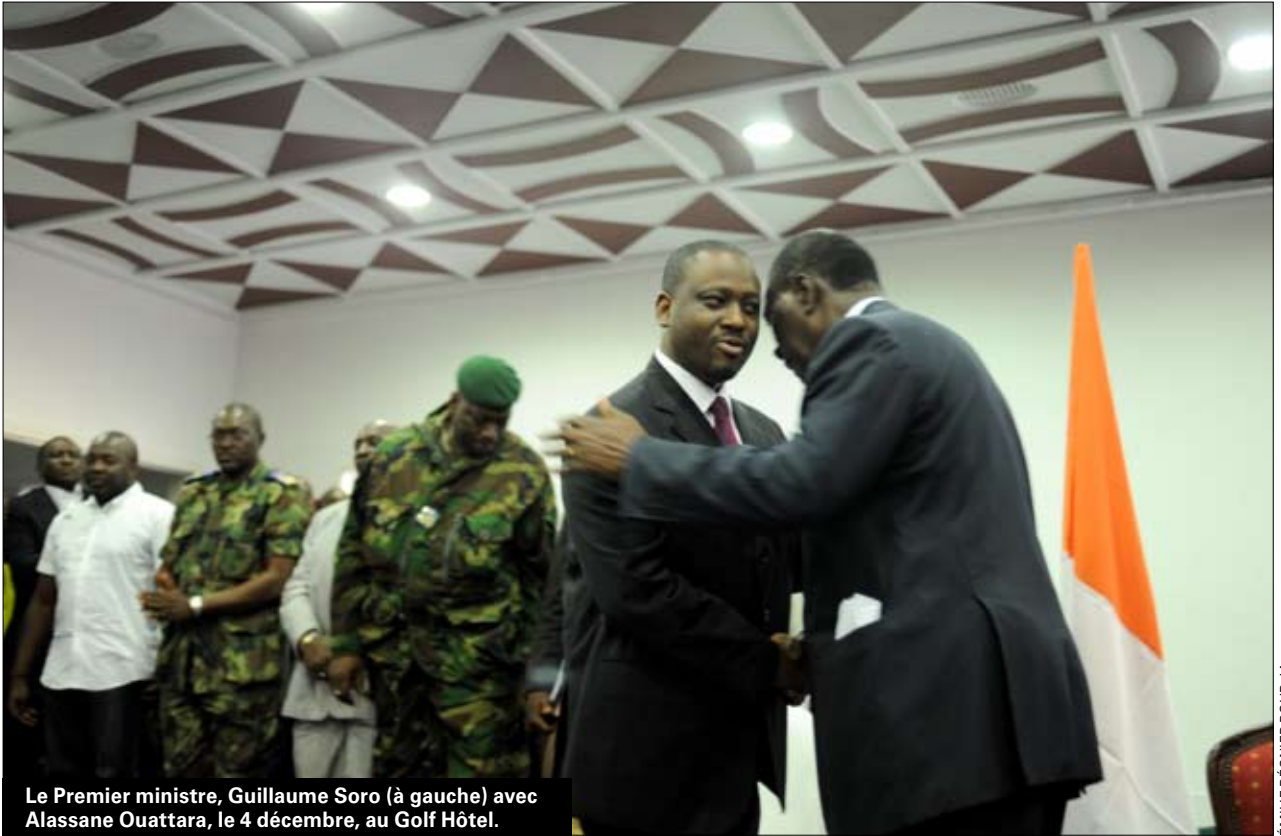
Forces nouvelles..., tout le monde est sur le qui-vive. Les comzones Wattao et Morou Ouattara sont régulièrement aperçus, cellulaires à la main. La nuit, les réunions se poursuivent. « On se repose de manière fractionnée, explique un proche de Soro. Le PM peut nous appeler à tout moment. »

NE PAS PERDRE ESPOIR

La nuit, c'est aussi le temps des discrets émissaires voyageant d'un camp à l'autre. Beaucoup viennent prendre le pouls de la « République du Golf ». Le soir, les locataires de l'hôtel regardent les infos de la RTI et de France 24. La chaîne d'information française est reçue au Golf mais suspendue dans le reste du pays. Les nouvelles se propagent aussi par les journaux et le bouche-à-oreille. Bon nombre de rumeurs ont circulé par SMS avant que les envois de textos ne soient suspendus... Cette mesure n'a pas mis un terme aux spéculations, incessantes. Tout le monde y va de son scénario : libération populaire, attaque armée, intervention extérieure, transfert de la république du Golf... Une république cernée, assiégée, qui va tomber d'elle-même à l'usure, selon le camp Gbagbo. « On ne perd pas espoir, rétorque Patrick Achy. On va renverser ce régime sans verser une goutte de sang. Les Ivoiriens soutiennent le pouvoir légitime, l'administration va basculer dans notre camp et nous remportons chaque jour de nouvelles victoires sur le front diplomatique. »■

PASCAL AIRAULT, *envoyé spécial à Abidjan*

Guillaume Soro en mission



Le Premier ministre, Guillaume Soro (à gauche) avec Alassane Ouattara, le 4 décembre, au Golf Hôtel.

EMILIE RÉGNIER POUR JA



Premier conseil des ministres, le 6 décembre.

EMILIE RÉGNIER POUR JA

Reconduit dans ses fonctions de Premier ministre par Alassane Ouattara, l'ancien chef rebelle a deux atouts : il maîtrise le volet militaire et connaît très bien l'administration.

Avec treize ministres, l'équipe de Guillaume Soro est plus que resserrée. Un gouvernement d'urgence, d'action et de combat dirigé par celui qui fut « chef de guerre » lors de la tentative de putsch, en 2002. Un casting imposé par la situation.

Alors que le Conseil constitutionnel invalidait les résultats de la Commission électorale indépendante (CEI), entre les journées du 2 au 3 décembre, l'ancien président Henri Konan Bédié suggérait au président « élu » Alassane Ouattara de choisir Guillaume Soro. Le poste était pourtant promis au Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI).

Les deux leaders du Rassemblement des houpouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP) ont fait un constat très simple : s'ils ont gagné la bataille des urnes, s'ils peuvent relever le défi de la rue contre le camp Gbagbo, ils sont démunis sur le plan militaire. Soro – qui cumule les fonctions de ministre de la Défense – leur apporte ce « savoir-faire » avec ses ex-rebelles. Garant du bon déroulement des élections, Soro s'était éloigné des chefs militaires des Forces nouvelles depuis les accords de Ouagadougou, en mars 2007 – bon nombre d'entre eux considérant même qu'il avait trahi la cause en faisant trop de concessions au chef de l'Etat. Gbagbo l'usurpa-

Ouattara était démuné militairement. Soro arrive avec les Forces nouvelles.

teur a reconstitué l'union sacrée. « Nous avons tous joué le jeu du rapprochement, explique un ancien ministre du Rassemblement des républicains [RDR]. Il fallait rassurer Gbagbo et l'amener à la présidentielle, mais nous n'avons jamais renoncé à notre lutte. »

Pour choisir les ministres, Bédié, Ouattara et Soro se sont concertés. Aucun maroquin, excepté la Défense, n'a été accordé aux Forces nouvelles. Cela pourrait venir dans un second temps. Le RDR et le PDCI se partagent donc l'essentiel des postes. Bédié obtient la Justice aux mains d'un inconditionnel, Me Jeannot Kouadio Houssou. Les Infrastructures économiques et la Jeunesse et les Sports ont été réservés à deux autres fidèles, Patrick Achy et Dagobert Banzio. Idem pour les clés des Affaires étrangères remises à Gervais Jean-Baptiste Kouakou, ancien ambassadeur de Côte d'Ivoire en France, et la Production animale et les Res-

3 QUESTIONS À...

HAMED BAKAYOKO

Ministre de l'Intérieur



SIA KAMBOU/AF

1 JEUNE AFRIQUE : Vous êtes un ancien journaliste. Votre nomination à l'Intérieur est surprenante...

HAMED BAKAYOKO : C'est vrai, cela ne correspond pas à ma formation initiale. Mais les gens qui me connaissent ne sont pas surpris. En fait, les questions d'ordre public et de sécurité m'ont toujours passionné. J'ai aussi de grandes oreilles et une capacité à m'adapter à tous les environnements politiques. Et puis, le président Ouattara avait besoin d'un proche à ce poste sensible. Je crois en être.

2 Comment faites-vous pour travailler sans contrôle sur la police ?

Évidemment, je n'ai pas encore pris le contrôle des forces de maintien de l'ordre. Mais je reçois de plus en plus de témoignages de soutien de fonctionnaires. Beaucoup sont prêts à basculer dans notre camp. J'espère recevoir prochainement tous les rapports des préfets, des sous-préfets, des services de police pour pouvoir être informé de la situation intérieure.

3 Votre situation est difficile au Golf Hôtel. Quand comptez-vous sortir de ce bunker pour investir vos ministères ? ?

C'est une question de jours, de semaines tout au plus. On va rallier tous les corps constitués à notre cause. Nous avons des contacts réguliers avec tous les grands commandements de l'armée, de la gendarmerie et de la police. Ils ne sont pas aveugles. Ils savent bien que nous avons gagné et que nous avons l'onction du peuple. Nous sommes motivés, engagés et déterminés. L'essentiel est de prendre les bonnes décisions pour éviter toute flambée de violence et préserver les vies humaines. Laurent Gbagbo sait au fond de lui-même qu'il a perdu les élections. Bientôt, nous allons installer Alassane Ouattara dans son fauteuil et mettre de l'ordre. ■

Propos recueillis par PASCAL AIRAULT

sources halieutiques gérées un ancien pharmacien, Rémi Kouadio Allah.

ADO, quant à lui, a mis un très proche, Hamed Bakayoko, à l'Intérieur, et a affecté le portefeuille des Mines et de l'énergie à Adama Toungara, et celui de l'Éducation nationale à Kandia Camara. Il a placé son directeur de campagne, Amadou Gon Coulibaly, au poste de secrétaire général de la présidence pour assurer le lien avec le gouvernement Soro. Très convoité, le poste de grand argentier a été remis à Charles Koffi Diby (voir p. XX). Il se susurre que Dominique Strauss-Kahn, patron du FMI, l'aurait personnellement appelé pour lui demander de rejoindre le train Ouattara. Enfin, Albert Mabri Toikeusse (Plan et Développement) et Konan Gnamien (Fonc-

tion publique) doivent leur poste à leur fort engagement durant l'entre-deux tours.

FAIRE BASCULER LES FONCTIONNAIRES

Après quelques journées de travail, la mayonnaise semble prendre. Soro connaît plusieurs ministres pour avoir déjà travaillé avec eux et parvient sans peine à s'imposer à la barre. Cap suivi : « étrangler financièrement Gbagbo pour qu'il ne puisse plus gouverner », confie un ministre (voir « Confidentiels » et « Ecofinance »). Les opéra-

teurs économiques, réputés plus favorables au camp Ouattara, pourraient jouer le jeu. « On a un argument de poids, reconnaît l'un deux. On ne va pas payer deux fois nos taxes. »

Le ministre de la Justice indique pour sa part avoir saisi les organisations Human Rights Watch et Amnesty International ainsi que la Cour pénale internationale. Le gouvernement souhaite aussi envoyer aux Nations unies une liste de noms de personnalités qui pourraient faire l'objet de sanctions (interdiction de voyager notamment). « On compte ainsi restreindre l'activité

diplomatique du président Gbagbo », précise un autre membre du gouvernement, prenant en exemple le voyage avorté à Ouagadougou du ministre des Affaires étrangères de Gbagbo, Alcide Djédjé. Le gouvernement espère aussi faire basculer toute l'administration : fonctionnaires, préfets, sous-préfets, magistrats, agents publics des douanes... En jouant sur ces différents leviers, le gouvernement Soro entend faire plier Laurent Gbagbo et accéder aux institutions de la République sans verser une goutte de sang. ■

PASCAL AIRAULT, envoyé spécial à Abidjan

La voie des armes

Forces de défense et de sécurité (FDS) aux ordres de Gbagbo, Forces armées des forces nouvelles (FAFN) au service de Ouattara. Les deux camps ont leurs soldats dévoués, équipés et entraînés.

À défaut d'une légitimité par les urnes, Laurent Gbagbo s'est assuré du soutien de son armée – celle de hauts gradés placés à la tête de troupes d'élite comptant autour de 4 000 hommes. Et ce bien avant l'élection présidentielle.

« Le chef de l'État soigne ses hommes, qu'il arrose de billets de banque et de grades. Il a ainsi créé des liens forts et noué des relations personnelles avec les patrons de l'armée », confie un « sécuocrate » du palais.

En bon stratège, Gbagbo avait pris les devants. Le 3 août dernier, il a promu au grade supérieur tous les « corps habillés » des Forces de défense et de sécurité (FDS). Une générosité renouvelée, le 7 décembre. Un joli cadeau en solde et une substantielle augmentation des dépenses militaires, qui représentaient déjà plus de 10 % du budget de l'État. Une dizaine de jours plus tard, le président ivoirien a discrètement convié tous les officiers supérieurs placés à des postes de commandement au temple de l'église protestante méthodiste unie du quartier de Cocody Ambassades. L'objectif

de ce rassemblement « militaro-religieux » est à peine voilé : obtenir des généraux les signes d'une reconnaissance et qu'ils jurent fidélité devant Dieu. Le 3 décembre, dans la foulée de l'annonce des résultats de l'élection présidentielle par le Conseil constitu-

tionnel, le chef d'état-major des forces armées, le général Philippe Mangou – accompagné par l'ensemble des hauts gradés des FDS –, faisait allégeance devant les caméras de télévision de la Radio-télévision ivoirienne (RTI) « suite à la réélection de monsieur le président de la République ».

Pas sûr toutefois qu'en coulisse, cette belle unanimité soit de mise. Le mur pourrait bien se lézarder. Selon des sources informées, Philippe Mangou – dont la fidélité à Gbagbo, le pouvoir et l'influence donnent lieu à toutes les spéculations – serait prêt à mettre sa démission sur la table si le palais exigeait le lancement d'opérations meurtrières. Le général de corps de gendarmerie,

Édouard Tiapé Kassaraté, émettrait également des réserves sur un usage disproportionné de la force. « Au sein de l'état-major, bon nombre de gradés n'ont guère envie de se lancer dans une guerre. Les généraux se sont tellement embourgeoisés qu'ils ne prendront aucun risque. Ils cherchent avant tout à protéger leur patrimoine et préserver leur vie », estime un analyste militaire.

Mais Laurent Gbagbo peut compter sur les commandants des unités d'élite, fidèles d'entre les fidèles. La plupart sont allés au front en 2002 lors de la tentative de putsch des Forces nouvelles. Depuis, ces hommes liés par le prix du sang ont gravi tous les échelons militaires. En première ligne figure celui qui fait office de conseiller militaire, voire de véritable chef d'état-major : le général de gen-

PRINCIPAUX CHEFS MILITAIRES DU CAMP GBAGBO DU CAMP OUATTARA



Général Philippe Mangou, chef d'état-major des forces armées (ci-dessus)

Général Guiai Bi Poin, chef du Centre de Commandement des opérations de sécurité (Cecos)

Général Dogbo Blé, patron de la Garde républicaine



Général Soumaïla Bakayoko, chef d'état-major des FAFN (ci-dessus)

Issiaka Wattara, dit Wattao, chef d'état-major adjoint

Chérif Ousmane, commandant de la zone de Bouaké



Soldats de la garde républicaine, le 28 novembre à Abidjan, lors du second tour.

ÉMILIE RÉGNIER POUR JA



Défilé des Forces armées des forces nouvelles (FAFN), à Abidjan, en 2007.

KAMBOU SIA/AFP

Après la signature des accords de Ouagadougou, en mars 2007, Laurent Gbagbo a en outre tenté de recruter, en vain, Issiaka Wattara, dit Wattao, le chef d'état-major adjoint des FAFN, et Morou Ouattara, le commandant de Bouna, dans l'est du pays. Ces deux chefs militaires ont régulièrement mis leurs hommes à la disposition de Gbagbo pour assurer sa sécurité pendant ses voyages dans le Nord. Si cette situation a créé des frictions au sein des Forces nouvelles, le sombre scénario écrit par Gbagbo a ressoudé les liens et reconstitué un front uni.

PUISSANCE DE FEU

L'armée des ex-rebelles, qui s'est professionnalisée au fil des ans, a mis ses hommes en alerte maximale et menace de descendre sur Abidjan. Redoutable soldat, le comzone à Bouaké et chef de l'unité des Guépards, Chérif Ousmane, a prévenu que ses hommes ne resteraient pas indéfiniment les « bras croisés ». « Nous n'allons pas attaquer les premiers, nous ferons tout pour éviter un bain de sang à la Côte d'Ivoire, les Ivoiriens sont fatigués », nuance Ouattara. La puissance de feu des FAFN – qui compte 4 000 hommes opérationnels et sont dirigées depuis Bouaké par le chef d'état-major Soumaïla Bakayoko – est composée d'équipements légers, qui vont des automitrailleurs aux AK-47, en passant par des lance-roquettes et des armes de défense antiaérienne. Selon toute vraisemblance, des hommes seraient également prépositionnés dans certains quartiers populaires d'Abidjan : Aboobo, Port-Bouët 2, Koumassi et Adjamé. Des cellules dormantes prêtes à passer à l'action. La communauté internationale veille et garde

Selon toute vraisemblance, les FAFN ont des cellules dormantes à Abidjan.

un œil sur « les deux armées », redoutant une reprise des hostilités sous forme de combats de rue. La grande crainte demeure une action autonome des irréductibles « va-t-en-guerre » des deux camps, qui pourraient lancer à tout moment un raid ou une opération éclair. Les ultras prêts à en découdre ont l'arme au pied. ■

BAUDELAIRE MIEU, à Abidjan

darmerie Guiai Bi Poin, patron du Centre de commandement des opérations de sécurité (Cecos). Officiellement, les 600 hommes qui composent cette force sont chargés de combattre le grand banditisme. Officieusement, il s'agit surtout de protéger le régime. Viennent ensuite une cohorte de hauts officiers prêts à aller au charbon : le général Firmin Detoh Letho (forces terrestres), le commandant Jean-Noël Abehi (escadron blindé), le général Bruno Dogbo Blé (garde républicaine), le vice-amiral Vagba Faussignaux (marine nationale), le commandant Boniface Konan (fusiliers marins commandos) et le colonel-major Nathanael Brouaha Ehouman (sécurité présidentielle). Guillaume Soro a nommé accusé Bi Poin, Faussignaux et Dogbo Blé de « coup d'État ». À cela s'ajoutent les unités de police Brigade antiémeute (BAE) et la

Compagnie républicaine de sécurité (CRS) prêtes à toutes les actions pour sauver « le soldat Gbagbo ». Ces forces représentent environ 5 000 hommes et détiennent tout l'arsenal de guerre de l'armée ivoirienne : avions de combat Sukhoi, drones d'observation, hélicoptères Mi-24, Puma et Mi-8, des lance-roquettes, une douzaine de blindés, des armes antiaériennes... Ces achats d'armes ont été supervisés par Bertin Kadet, conseiller militaire à la présidence, et Henri Damalan Sama, ancien attaché de défense de l'ambassade de Côte d'Ivoire en Russie.

Une puissance de feu nettement supérieure à celle des Forces armées des forces nouvelles (FAFN), l'ex-rébellion.

Forum

Requiem pour la démocratie



D.R.

VINCENT TOHBI

Ivoirien, directeur-résident en RD Congo de l'ONG régionale Electoral Institute of Southern Africa.

LA VIOLENCE va être de retour en Côte d'Ivoire. Elle viendra des deux camps. La diplomatie échouera. Les menaces de sanctions internationales ne feront pas fléchir Gbagbo. Les appuis financiers multilatéraux seront suspendus ou bloqués, seules les aides sociales et humanitaires seront maintenues. Les dignitaires seront interdits de voyages, leurs comptes bancaires étrangers restreints ou gelés. Ils s'en moqueront car ils se sont constitué un trésor en Côte d'Ivoire. En représailles, ces dignitaires et le régime restreindront et étoufferont les libertés intérieures afin de ne pas être laminés de l'extérieur et à l'intérieur. Pris en tenaille, le peuple ivoirien souffrira. Avec la dégringolade de la Côte d'Ivoire, la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) pliera mais se reprendra vite. Elle a appris à ne pas lier son sort à la Côte d'Ivoire.

Une intervention militaire internationale et (ou) africaine du type de celle qui a eu lieu à Anjouan pour rétablir l'ordre démocratique ? Pas envisageable. Les dommages collatéraux seraient tels qu'aucun pays ne supporterait une telle initiative, surtout pas les présidents qui doi-

vent composer avec leur opinion publique.

En revanche, un scénario à la guinéenne (l'exil de Dadis Camara) ou à la nigérienne (le renversement de Mamadou Tandja) est un risque permanent pour Gbagbo. Bref, une « révolution de palais ». Quand toutes les perspectives seront bouchées, des barons du régime pourraient en effet chercher à s'affranchir de leur leader – le livrer à la justice nationale ou internationale pour recevoir en retour une immunité pour eux et leurs familles. L'instinct de survie, une planche de salut.

LES RÉGLEMENTS classiques à l'africaine seront peut-être les solutions les plus douces : un partage du pouvoir à la kényane et à la zimbabwéenne, avec un président et un Premier ministre aux pouvoirs renforcés. Mais cela, personne n'en voudra. Pas Gbagbo. Pas Ouattara. Pas l'ONU. Pas la communauté internationale. Pas même la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), ni l'Union Africaine, d'ordinaire si complaisantes dans pareils cas.

Gbagbo, après dix ans de pouvoir, ne s'est pas constitué un capital de sympathie auprès de ses pairs africains et dans les institutions internationales. Sa diplomatie faible et l'inexpérience de ses représentants dans ces institutions, plutôt préoccupés par un militantisme zélé, ne l'aideront pas. Même les opinions publiques africaines qui appréciaient tant sa ténacité face à l'ancien colonisateur le lâcheront. Son coup de force est trop flagrant.

Non reconnu par la communauté internationale, Gbagbo ne sera plus



jamais le même. Il a tout perdu : son cher peuple, sa crédibilité et sa liberté. Il a même perdu son histoire. Le Gbagbo chantre de la liberté et du multipartisme, adversaire acharné de Félix Houphouët-Boigny ne deviendra qu'un vulgaire usurpateur de pouvoir. Son héritage politique risque de sombrer. Son parti et sa tribu se remettront difficilement d'une chute imminente.

ET PURTANT, je suis de ceux qui continuent de croire que si Gbagbo avait été élu dans la transparence et sans reproche, beaucoup d'observateurs ne l'auraient pas reconnu dans sa stature de nouvel homme d'État. Je suis de ceux qui ont cru que Gbagbo légitimement élu aurait balayé tous les voleurs autour de lui et se serait donné une nouvelle virginité politique. En lieu et place, Gbagbo va devoir non seulement tolérer, mais appuyer le syndicat étudiant Fesci, armer les milices et laisser tourner les grosses mouches de la mauvaise gouvernance. Qui eût pu imaginer que Gbagbo aurait fini sa vie politique dans un tel chaos. L'ivresse d'un pouvoir donné par Dieu ad vitam æternam l'a aveuglé. Pauvre Côte d'Ivoire. Je dirais plutôt pauvre Afrique... C'est la même chose... ■

Un scénario à la Tandja est un risque permanent pour Gbagbo.



Sympathisants de Ouattara, le 2 décembre, dans le quartier d'Abobo, à Abidjan.

YOHANVALA

GILLES OLAKOUNLÉ YABI

Économiste béninois, analyste politique et ancien chercheur pour l'Afrique de l'Ouest de l'International Crisis Group.



D.R.

AU MOMENT de prendre la décision de transformer le perdant en vainqueur de l'élection présidentielle, les membres du Conseil constitutionnel se sont-ils souvenus de la soirée du 6 octobre 2000, déjà sous couvre-feu, lorsque le président de la Cour suprême d'alors, Tia Koné, fit la lecture de l'arrêt qui allait invalider sept candidatures à l'élection présidentielle émanant de deux des trois grands partis du pays, le Rassemblement des républicains (RDR) et le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) ? Cette décision avait permis au chef de la junte, Robert Gueï, d'affronter dans les urnes le 22 octobre 2000 un seul rival sérieux, Laurent Gbagbo. L'argumentaire juridique fallacieux servi par la Cour suprême

avait beaucoup de mal à cacher la volonté du général Gueï d'exclure de la course les adversaires politiques qu'il redoutait le plus. On sait dans quelles conditions s'est déroulé le scrutin qui a permis à Gbagbo d'accéder au pouvoir et ce qu'il est advenu de la Côte d'Ivoire pendant la décennie qui a suivi. Le président du Conseil constitutionnel, Paul Yao-N'Dré, a choisi, comme Tia Koné, de se servir d'une institution dont le rôle est sacré dans une démocratie pour satisfaire un camp politique au mépris du droit et de l'intérêt général.

L'ENCHAÎNEMENT des causes et des conséquences est une certitude. L'élection présidentielle, censée sortir le pays de la crise, n'a fait que relancer la tragédie ivoirienne. Gbagbo aurait pu gagner régulièrement cette élection si lui et son clan avaient fait d'autres choix que ceux de l'agressivité, de la diabolisation des adversaires et du déni de leur part de responsabilité dans la déliquescence de la Côte d'Ivoire. Ils se sont enfermés dans la stratégie de la tension, de la violence verbale et de la victimisation. Quelque 45,9 % des votants du 28 novembre ont voté Gbagbo. C'est un résultat honorable mais ce n'est pas la majorité. Il ne restait plus qu'à accepter dignement

la défaite et à se préparer pour les élections législatives, départementales et locales à venir. C'était trop leur demander. Le fauteuil présidentiel ou rien.

La vraie guerre civile n'a peut-être pas encore commencé en Côte d'Ivoire. L'écrasante majorité des Ivoiriens n'en veut pas. Elle l'a montré en participant massivement aux deux scrutins. Elle croyait réellement en la promesse d'une sortie de crise par l'élection incontestable d'un président. Au terme d'un interminable processus de paix, les Ivoiriens ont deux présidents : Ouattara, reconnu par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), l'Union africaine, les États-Unis, l'Europe communautaire et l'ONU ; et Gbagbo, qui a prêté serment devant la plus haute juridiction du pays. Le problème le plus grave, ce n'est peut-être pas le fait que Gbagbo ait été davantage désigné président par ses amis du Conseil constitutionnel qu'élu par les Ivoiriens. On pourrait cyniquement arguer qu'après tout quelques autres présidents en Afrique et dans le monde n'ont pas été choisis par leur peuple.

LE PROBLÈME LE PLUS GRAVE est que la légitimité de Gbagbo ne sera jamais reconnue par une large partie de la population ivoirienne. Gbagbo et ses alliés le savaient parfaitement avant de réaliser le passage en force. S'ils ont quand même mis en œuvre le plan de confiscation du pouvoir, verrouillé militairement Abidjan et pris le contrôle de l'information par le biais de la propagande des médias publics, c'est qu'ils étaient prêts à en assumer les conséquences. Ils sont les seuls à ne pas être fatigués de la crise permanente. Le slogan « On gagne ou on gagne » et les chants de campagne pleins d'humour seront beaucoup moins drôles lorsque s'empileront les cadavres d'une nouvelle guerre civile. Les victimes éternelles pataugeant dans une mauvaise foi sans fond expliqueront alors que rien, absolument rien, ne peut justifier la contestation violente de l'autorité d'un président « démocratiquement élu ». On gagne ou on met le feu au pays. C'est ce que chacun aurait dû comprendre depuis le début. ■